4
novembre
1992

Arrêté d'exécution de la loi sur les collectes

Etat au
1^{er} août 2013

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,
vu la loi sur les collectes, du 30 septembre 1991¹⁾;
sur la proposition du conseiller d'Etat, chef du département de Police,
arrête:

Autorité
compétente

Article premier²⁾ ¹Le Département du développement territorial et de l'environnement (ci-après: le département) est chargé de l'application de la loi sur les collectes, du 30 septembre 1991³⁾, et de ses dispositions d'exécution.

²Il est l'autorité compétente pour accorder l'autorisation d'annoncer ou d'organiser une collecte dans le canton, et pour recevoir les comptes de la collecte.

Collaboration

Art. 2 pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées, le département peut faire appel à la collaboration d'organismes existants, publics ou privés, notamment à l'office social neuchâtelois.

Demande
d'autorisation

Art. 3 ¹L'autorisation d'annoncer ou d'organiser une collecte dans le canton doit être demandée par écrit au département trois mois avant la date prévue pour l'ouverture de la collecte, sauf cas d'urgence.

²La demande mentionne le but de la collecte, sa durée et l'époque prévue, ainsi que l'œuvre bénéficiaire et les personnes responsables de son organisation.

³Le département peut requérir tous autres renseignements ou justificatifs utiles.

Comptes de la
collecte

Art. 4 ¹A l'issue de la collecte, l'organisateur présente ses comptes au département.

²Les comptes doivent être complets, clairs et faciles à consulter.

³Ils sont présentés de manière à permettre au département de se rendre exactement compte du résultat de la collecte, des frais engagés et de l'affectation des fonds recueillis.

Sort des fonds
recueillis

Art. 5 ¹Les fonds recueillis sans autorisation ou alors que l'autorisation a été retirée, ou dans un but devenu irréalisable, de même que les fonds qui

RLN XVI 547

¹⁾ RSN 941.50

²⁾ La désignation du département a été adaptée en application de l'article 12 de l'A fixant les attributions et l'organisation des départements et de la chancellerie d'Etat, du 26 juillet 2013 (FO 2013 N° 31), avec effet au 1^{er} août 2013.

³⁾ RSN 941.50

941.51

excèdent le montant nécessaire à la réalisation du but poursuivi, ou qui sont insuffisants pour atteindre ce but, sont remboursés aux souscripteurs connus, après paiement des frais.

²Le reliquat est affecté:

- a) au but fixé par le département, lorsque les fonds ont été recueillis sans autorisation ou alors que l'autorisation a été retirée;
- b) à un but aussi semblable que possible choisi par les organisations et approuvé par le département dans les autres cas.

Abrogation **Art. 6** L'arrêté concernant les collectes, du 14 juin 1946⁴⁾, est abrogé.

Entrée en vigueur **Art. 7** ¹Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

²Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise

⁴⁾ RLN II 103